

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Notre position sur le référendum grec**

- International - Europe -

Date de mise en ligne : dimanche 5 juillet 2015

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Mercredi 1er juillet, l'Eurogroupe a décidé d'acter l'arrêt des négociations sur le soutien financier à la Grèce avant la tenue du référendum.**

L'Eurogroupe s'est ainsi aligné sur la position d'Angela Merkel et de la droite européenne qui n'arrêtent pas de souffler le chaud et le froid sur des négociations totalement opaques pour l'ensemble des Européens. La Chancelière allemande avait déclaré dans la même journée « Avant [le référendum], aucune discussion supplémentaire sur un programme d'aide ne peut avoir lieu ».

Cette décision irresponsable et vexatoire pour le peuple grec fragilise une nouvelle fois le projet européen. En refusant de discuter des nouvelles propositions formulées par le gouvernement grec, en se réfugiant dans un silence coupable, l'Eurogroupe fait l'aveu de son immaturité politique. Nous considérons que les négociations auraient dû se poursuivre afin d'aboutir à un meilleur accord. Des propositions concrètes ont été avancées, et de nouvelles pistes peuvent être mise en débat pour alléger le poids de la dette : annulation partielle, échelonnement mais aussi transformation d'une partie en crédits d'investissements.

Conscients que la résistance du peuple grec est aussi la nôtre, nous apportons tout notre soutien au peuple grec et au processus démocratique en cours. Le gouvernement Grec fait aujourd'hui l'objet d'une véritable entreprise de déstabilisation politique pour faire tomber Alexis Tsipras et ainsi anéantir toutes volontés politiques permettant une alternative aux champs de ruines que laissent les politiques austéritaires empoisonnées.

Que personne ne soit dupe : dimanche, les électeurs grecs se prononceront sur le plan initial mortifère de la troïka et non sur la sortie de la zone euro. Nous sommes convaincus que la victoire du « Non » placera le gouvernement grec dans les meilleures dispositions pour arracher à l'Eurogroupe l'indispensable restructuration de la dette publique et mettre en place des réformes aussi justes qu'efficaces, tant il est vrai qu'un pays ne peut décoller boulets aux pieds.

La France, dont la feuille de route donnée par les électeurs depuis 2012 est de réorienter l'Europe, doit saisir cette occasion historique de soutenir les grecs et d'empêcher les stratégies et ultimatum irresponsables visant à une exclusion de la Grèce. C'est la responsabilité du président de la République. La sortie de la Grèce de l'Euro constitue une ligne rouge, une hypothèse que la France ne saurait cautionner par avance.

Il faut maintenant que toutes les forces de progrès en Europe prennent langue pour conduire une alternative rapide aux politiques néolibérales suicidaires. Car il s'agit bien d'une question européenne et non strictement grecque. L'occasion est donnée de reposer le projet européen, dans ses objectifs de développement, dans son périmètre économique et politique et dans son approfondissement démocratique. De ce point de vue, il s'agit bien de consolider la zone euro et les pays qui ont en partage la même monnaie plutôt que de s'aligner sur le modèle de ceux qui la refusent (la Grande Bretagne en particulier).

Les animateurs d'A gauche pour gagner.